



SNFOLC
86

Syndicat National
Force Ouvrière
des lycées et collèges
de la Vienne



Adresse postale : **SN-FO-LC 86 21 bis rue Arsène Orillard, 86035 POITIERS**

Téléphone : **05.49.52.52.83**

Courriel : **fo.enseignement.poitiers@orange.fr**

Site Internet : **<https://www.snfoc86.fr/>**

Les contre-réformes engagées se poursuivent, tout le monde les conteste mais le gouvernement garde le cap : retraites, assurance chômage, santé, Ecole, Fonction publique, tout devrait y passer. Et tout cela sur fond de répression inédite contre les manifestants avec la loi dite anti-casseurs.

Inacceptables et intolérables les projets de lois de destruction de l'Ecole de la République et de la Fonction publique !

Parce que le projet de loi sur « *l'école de la confiance* » tout comme celui de la Fonction publique autoriseraient le gouvernement à modifier nos droits, le fonctionnement de l'Ecole, de la fonction publique, par ordonnances, comme Macron l'a fait sur le Code du travail. Parce que la « *loi confiance* » et la loi « *transformation de la fonction publique* » donnent toute autonomie aux établissements scolaires, aux services, pour modifier les horaires, le temps de travail, les obligations réglementaires de services (18h ou 15h, par exemple pour les certifiés et agrégés) et tout pouvoir à la « *déconcentration des décisions individuelles* » de déroulement de carrière, de mutation pour « *doter les managers des leviers de ressources humaines nécessaires à leur action* » (O. Dussopt, le 13 février) en supprimant le rôle des CAP, en fusionnant les CHS et les CT. Comme dans la loi El Khomri, c'est l'inversion de la hiérarchie des normes à tous les étages : les enseignants, CPE, les psyEN-EDO, livrés individuellement aux hiérarchies intermédiaires. *Exit* les représentants des personnels dont Macron veut se débarrasser. Dans le privé ce sont plus de 200 000 délégués du personnel qui ont disparu !

Les professeurs, les CPE, les psyEN-EDO, les contractuels, les AED refusent les réformes destructrices

La mobilisation des personnels se poursuit contre *Parcoursup*, la suppression du baccalauréat, la réforme du lycée. Ils ne veulent pas de concurrence entre disciplines, entre lycées, ils veulent le maintien du cadre national de l'enseignement et des diplômes. Et c'est ce cadre national que le ministre Blanquer et son compère Darmanin veulent faire sauter, en s'attaquant au démantèlement des statuts, en mutualisant les services des Rectorats, en organisant le recours systématique aux contractuels, en rendant possible « *la mise à la disposition des collectivités territoriales* » de tous les personnels de l'Education nationale. Dans notre académie, ce sont 141 emplois d'enseignants en moins et 13 postes d'administratifs alors que les effectifs élèves sont stables. Cette réforme est pourtant très massivement rejetée à tous les niveaux : unanimité des organisations contre les programmes au CSE, rejet du budget, des cartes des spécialités et des options de l'académie de Poitiers, votes très majoritairement contre au CTA de Poitiers mardi dernier (12/03), DGH rejetée dans plusieurs établissements. Sur le terrain, à Poitiers, les personnels se mobilisent : le 6 février les personnels AESH, le 6 mars, les personnels enseignants du second degré et mercredi 13 mars, les personnels du premier degré !

Mais pour faire plier ce gouvernement, il faut une riposte de tous les secteurs. Pour gagner, il faut bloquer le pays.

Tous en grève et en manifestation interprofessionnelles
19 mars - 14h00 - Rond-point porte de Paris à Poitiers